

«Je n'ai pas peur
des critiques»

Lansana Conté

«L'histoire
se fiche pas mal que
vous vous rongiez
les ongles»

Arthur Koestler

Le Lynx

Hebdomadaire satirique indépendant



CPI

Au moment où de nombreux Etats menacent de se retirer de la Cour peinarde internationale, la société civile guinéenne crée une coalition pour redorer le blason de la juridiction "partiale". Woïka !

7

Numéro 1337 - 27 novembre 2017 - Prix : 3 000 FG / 500 F CFA Site web: <http://www.lelynx.net> E-mail: pointdevuelecteurs@yahoo.fr

Guinée: le ministre de l'Education nationale affronte les syndicaux

K au carré, contrecarré !



JUSTICE

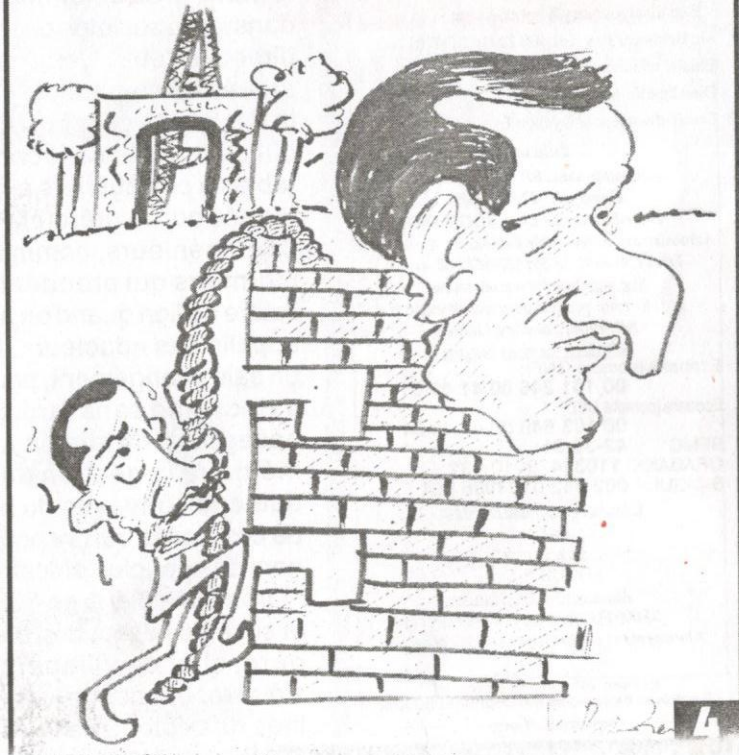
Cinq ans après le double assassinat, le 9 novembre 2012, de dame Aissatou Boiro et Paul Cole, le procès s'ouvre devant le Tribunal de Dixinn. Woïka !

7



**Saliflou-flou Kébé fête ses 100 jours à la tête du ma-
chin qui organise nos sélec-
tions. Hormis quelques ac-
quis, des aigris lui dressent
un bilan CE-Nul. Woïka !** **6**

Elysée
Alpha Grimpe chez Macron



Sommaire

CHRONIQUE ASSASSINE:.....	2
JUSTE UN MOT:.....	3
AH, LES FEMMES :	8
ENFANCE :	8
SOUS LE COCOTIER :	8
LA LETTRE OUVERTE :	8
MOTS CROISES:	12

GREVE

**La grève "illégale" des gens-
saignants déclenchée par un
"groupiscule" de syndica-
leux tient Cona-cris en res-
pect. Pour décrier la situa-
tion, le Grimpeur interdit le
micro au meneur. Woïka !** **5**

La Coalition guinéenne pour la Cour pénale internationale a été créée ce samedi 18 novembre par des associations de la société civile réunies au siège du Haut commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme, à Taouyah (Ratoma). L'un de ses objectifs est de faire barrage au retrait massif des Etats du statut de Rome.

C'est un pari ambitieux, audacieux, qu'ambitionne de gagner cette Coalition naissante. La Cour pénale internationale qui a suscité l'adhésion massive notamment des Etats africains à sa création en 1998, essuie de plus en plus de critiques. Taxée de partielle, accusée de ne poursuivre que les Africains, la CPI risque de perdre nombre de ses membres. Certains comme le Burundi ont célébré leur départ, d'autres menacent de prendre la porte. Des « velléités de retrait pour des raisons inavouées » interprète El Hadj Malal Diallo, président par intérim de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme. Dans son discours d'ouverture de l'assemblée constitutive de la Coalition guinéenne pour la Cour pénale internationale, il a rappelé que la CPI « com-

plète les juridictions nationales et constitue un ultime recours pour les citoyens des Etats membres. La CPI pourrait contribuer à mettre fin à l'impunité si elle fonctionne conformément à son statut ».

L'adhésion à la Coalition est ouverte à toute personne

dou Barry, avocat et membre de l'OGDH. « Ces dernières années, certains chefs d'Etat, champions en ratification de conventions, cherchent à discréditer la CPI ou se retirer, prétextant que les poursuites ne sont dirigées que contre les Africains, oubliant que la

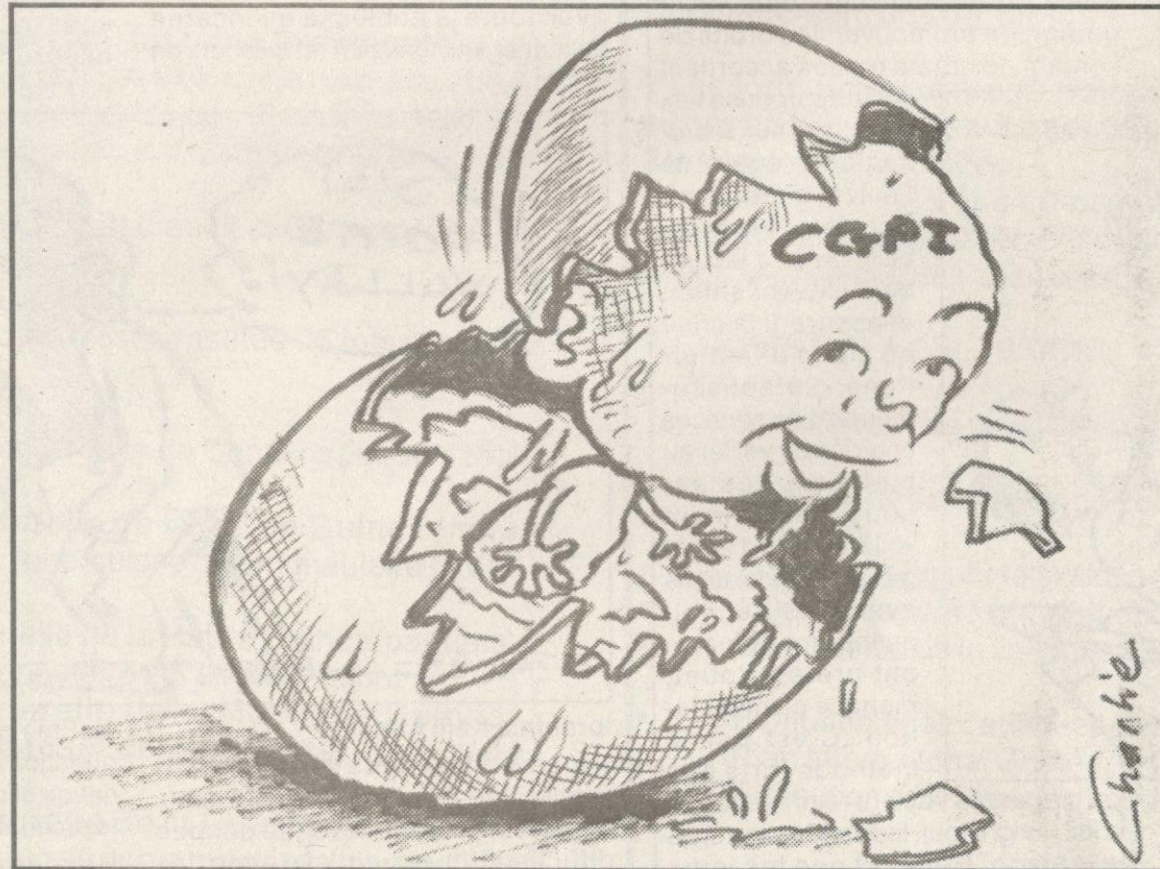
Coalition. Et de constater: « Les dirigeants qui adoptent un tel comportement sont le plus souvent ceux qui ont commis des crimes graves ou qui cherchent à se maintenir vaille que vaille au pouvoir, ou qui ont soumis leur peuple à une oppression ».

Afrique francophone de la Coalition pour la CPI. Venu d'Abidjan, il a invité la nouvelle structure à instamment officialiser son adhésion au réseau qui compte déjà plus de 205 membres disséminés dans 150 pays.

L'alternative société civile

« Au moment où les Etats ont tendance à se désengager de la Cour pénale internationale, il faut que les sociétés civiles se renforcent », a suggéré Ives Boukpepsi, représentant adjoint du Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, après avoir eu une pensée à l'endroit des victimes de l'esclavage en Libye. Pour lui, la naissance d'une Coalition guinéenne pour la Cour pénale internationale est un « acte de courage vu que même l'Union africaine a pris des décisions contre la CPI. L'enjeu est énorme ». La juridiction internationale n'intervient dans un Etat que quand l'impunité tend à triompher, renchérit Ives Boukpepsi. Et de prévenir : « Si on n'est pas prêt à changer chez nous, on aura du mal à changer le monde ».

D. L. B.



physique ou morale. On a assisté à la lecture et l'adoption des textes et l'élection par consensus de 11 membres du bureau dirigé par Me Hami-

majorité des affaires pendantes à la CPI sont portées par les Etats africains eux-mêmes », a remarqué le nouveau président de la

L'assemblée constitutive de la Coalition guinéenne pour la Cour pénale internationale a été supervisée par Aly Ouattara, point focal régional